



**MINISTÈRE
DES ARMÉES
ET DES ANCIENS
COMBATTANTS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics
Bureau Achats**

**Cahier des Clauses Administratives
Particulières (CCAP)
DAF_2024_000447
(Commun à tous les lots)**

Marché passé selon une procédure adaptée (MAPA)

Art. L2123-1 et R2123-4 à 6 CCP - R.2123-2 et 7 pour services sociaux et spécifiques

Relatif à

<p>PREVENTION DES RISQUES PSYCHOSOCIAUX (RPS) DANS LES ETABLISSEMENTS DU SCA</p>

LOT n°1 Prévention des risques psychosociaux (RPS) au sein des établissements du SCA implantés dans la zone IDF

LOT n°2 Prévention des risques psychosociaux (RPS) au sein des établissements du SCA implantés dans la zone OUEST

LOT n°3 Prévention des risques psychosociaux (RPS) au sein des établissements du SCA implantés dans la zone EST

LOT n°4 Prévention des risques psychosociaux (RPS) au sein des établissements du SCA implantés dans la zone SUD-OUEST

LOT n°5 Prévention des risques psychosociaux (RPS) au sein des établissements du SCA implantés dans la zone SUD

LOT n°6 Prévention des risques psychosociaux (RPS) au sein des établissements du SCA implantés dans la zone SUD-EST

ARTICLE 1 – OBJET, FORME, MONTANT ET DUREE DE L’ACCORD-CADRE.....	6
ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS CONSTITUTIFS DE L’ACCORD-CADRE.....	8
ARTICLE 3- DEFINITION DES PRESTATIONS.....	8
ARTICLE 4 – MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES (ARTICLES R.2122-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE).....	8
ARTICLE 5 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE	8
ARTICLE 6- MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D’EXECUTION (ARTICLE L2194-1) : CLAUSE DE REEXAMEN (ARTICLE R.2194-1-1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)	9
6.1. Evolution des prestations non substantielles	9
6.2. Ajout ou modifications de références au bordereau des prix unitaires (BPU)	9
ARTICLE 7 – OBLIGATIONS DES CO-CONTRACTANTS.....	10
7.1 Représentation des parties	10
7.2 Confidentialité et protection des données à caractère personnel	10
7.3 Protection des données à caractère personnel.....	10
7.4 Sécurité et prévention	11
7.5. Conflit d’intérêts.....	13
7.6. Propriété intellectuelle	13
7.7 Obligations administratives	13
7.8 Protection de l’environnement, sécurité et santé	13
7.9 Obligations environnementales	13
7.10 Clause d’insertion sociale	14
7.11 Réparation des dommages et assurance	15
7.12 Défaillance du titulaire	15
7.13 Fermeture de l'entreprise du titulaire pour congés	15
ARTICLE 8 – PRIX ET REGLEMENT	15
8.1 Composition des prix	15
8.2 Forme des prix.....	16
8.3 Révision des prix	16
8.4 Avances	16

8.5 Acomptes	17
ARTICLE 9 – CONDITIONS D’EXECUTION DES PRESTATIONS.....	17
9.1 Modalités d’exécution des prestations	17
9.2 Modalités d’exécution des bons de commande.....	17
9.3 Lieux d’exécution de la prestation.....	19
9.4 Certificat de bonne exécution.....	19
ARTICLE 10 – OPERATION DE VERIFICATION ET DECISION APRES VERIFICATION.....	19
10.1 Vérification quantitative.....	19
10.2 Vérification qualitative	19
10.3 Décision après vérification	20
10.3.1 Vérification quantitatives	20
10.3.2 Vérification qualitatives	20
10.4 Admission, ajournement, réfaction et rejet.....	20
10.4.1 Admission	20
10.4.2 Ajournement	20
10.4.3 Réfaction	20
10.4.4 Rejet	20
ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT.....	20
11.1 Dématérialisation des factures.....	20
11.2 Modalités de facturation	21
11.3 Transmission des factures.....	21
11.4 Délai de paiement	22
ARTICLE 12 – CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCES	22
ARTICLE 13 – PENALITES - REFACTIONS	23
ARTICLE 14 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	23
ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHE (ARTICLES 38 A 45 DU CCAG FCS).....	23
ARTICLE 16 - LITIGES	24
ARTICLE 17 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	24
ARTICLE 18 - DEROGATIONS.....	25

INFORMATIONS PRÉLIMINAIRES

DÉFINITION DES NOTIONS

Conformément à l'article 2 « définitions » du CCAG FCS :

I. Les parties au contrat

L'« **acheteur** » est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire. En l'espèce, l'acheteur est le pouvoir adjudicateur : **Plate-Forme Commissariat Sud-Est**.

Les coordonnées du pouvoir adjudicateur sont les suivantes :

**Monsieur le directeur
de la Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Quartier Général Frère
BP 90226 - 69362 LYON Cedex 07
N° SIRET : 130 015 365 00013
N° Intracommunautaire : FR 86 130 015 365
Code APE : 8422Z Défense**

La personne habilitée à suivre et à contrôler l'exécution des prestations, ainsi qu'à prononcer la décision de réception (sans réfaction) est le responsable du Bureau Prévention Maîtrise des Risques, Incendie et Environnement (BPMRIE) de la Direction Centrale du Service du Commissariat des Armées (DC SCA) ou son représentant. Les coordonnées sont les suivantes :

**Direction Centrale du service du Commissariat des Armées
BPMRIE
16 bis, Avenue Prieur de la Côte d'Or – 94114 ARCUEIL Cedex**

Le « **titulaire** » est l'opérateur économique qui conclut le marché avec l'acheteur. En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement représenté par son mandataire.

II. Notifications et informations

Conformément à l'article 3.1. « Forme des notifications et informations » du CCAG FCS, « La notification des décisions, observations, ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception ».

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

La date et, le cas échéant, l'heure de réception mentionnées sur un récépissé sont considérées comme celles de la notification.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les **parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a ainsi été adressé, certifiée par l'accusé de réception délivré par l'application informatique, ou, à défaut de consultation, dans un délai de huit jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur.**

Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG FCS, la notification du marché consistera en la remise au titulaire d'une copie de l'acte d'engagement et de ses annexes (notamment la remise de la pièce financière).

La passation du présent accord-cadre est dématérialisée. Le seul support de communication et moyen de transmissions (demandes d'informations...) est la **Plate-forme des Achats de l'Etat (PLACE)**.

IMPORTANT

Lors de l'envoi d'informations par les moyens de transmission cités ci-dessus, le pouvoir adjudicateur doit être en mesure de pouvoir identifier formellement la provenance de ceux-ci.

Pour ce faire et afin d'éviter tout litige, le transmetteur devra faire figurer obligatoirement : le nom de la société, son adresse et son numéro de téléphone ainsi que son adresse courriel s'il en possède une.

En ce qui concerne ces moyens de transmission, ceux-ci devront être vierges de tous virus et ne pas être altérés. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur refusera tout document infecté ou altéré et en avertira le candidat. Celui-ci pourra retransmettre un nouveau document non corrompu, **dans le cas où le délai initial mentionné** par le pouvoir adjudicateur, **n'est pas expiré.**

ARTICLE 1 – Objet, forme, montant et durée de l'accord-cadre

1.1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet la prévention des risques psychosociaux (RPS) au profit des établissements du Service du Commissariat des Armées (SCA) en métropole.

Code CPV : 85300000-2 - Services d'action sociale et services connexes.

Les prestations de chaque lot se décomposent en deux postes principaux :

Postes	Libellé des postes
1	Pilotage et suivi des RPS au niveau central (prestations forfaitaires)
2	Réalisation d'actions de prévention des RPS au niveau local (prestations exécutées à bons de commande)

1.2. Allotissement

Il s'agit d'un accord-cadre alloti comme il suit :

- LOT n°1 Prévention des risques psychosociaux (RPS) au sein des établissements du SCA implantés dans la zone IDF
- LOT n°2 Prévention des risques psychosociaux (RPS) au sein des établissements du SCA implantés dans la zone OUEST
- LOT n°3 Prévention des risques psychosociaux (RPS) au sein des établissements du SCA implantés dans la zone EST
- LOT n°4 Prévention des risques psychosociaux (RPS) au sein des établissements du SCA implantés dans la zone SUD-OUEST
- LOT n°5 Prévention des risques psychosociaux (RPS) au sein des établissements du SCA implantés dans la zone SUD
- LOT n°6 Prévention des risques psychosociaux (RPS) au sein des établissements du SCA implantés dans la zone SUD-EST

Le présent document est applicable à tous les lots.

1.3. Forme de l'accord-cadre

1.3.1. Nombre d'attributaires

Le présent accord- cadre prend la forme d'un accord-cadre mono-attributaire.

1.3.2. Types d'accord-cadre et de prestations

Le présent accord cadre est composite. Il est soumis aux dispositions des articles R.2162-1 à 4 du Code de la Commande Publique, et s'exécute de manière forfaitaire pour le poste 1 et par l'émission de bons de commande, conformément aux articles R.2162-13 et 14 du Code de la Commande Publique pour le poste 2.

Les prestations du Poste 1 de pilotage et suivi des RPS au niveau central sont à prix forfaitaires et s'exécutent dès la réunion de lancement effectuée soit au plus tard 1 mois après la notification de l'accord-cadre et seront réglées sur facture comme précisé dans le présent document.

Les prestations Poste 2 de réalisation d'actions de prévention des RPS au niveau local sont à prix unitaires et forfaitaires et s'exécutent via l'émission d'un bon de commande.

1.4. Durée de l'accord-cadre

Le présent accord cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois courant à compter de la date de réunion de lancement, qui se tiendra dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de notification. La date faisant foi est la date figurant dans le compte rendu de la réunion de lancement.

Il peut ensuite être reconduit tacitement trois (3) fois par période de reconduction de douze (12 mois) consécutifs sans que la durée totale de l'accord cadre n'excède 48 mois. Le titulaire de l'accord-cadre ne pourra pas s'opposer à cette reconduction.

En cas de non reconduction tacite, le pouvoir adjudicateur fait connaître sa décision de ne pas reconduire l'accord cadre, au plus tard, deux mois avant la période de reconduction concernée.

1.5. Montant de l'accord-cadre

Pour l'ensemble des lots, le montant total estimé (période ferme et reconduction comprise) de l'accord-cadre pour la partie forfaitaire et s'exécutant à bon de commande est de 850 000€ HT et 1 020 000€ TTC avec une répartition par poste comme suit :

Poste 1 : pour l'ensemble des lots, le montant forfaitaire estimatif est de 42 000€ HT soit 50 400€ TTC annuel et 168 000 € HT soit 201 600€ TTC sur la durée totale (période ferme et reconduction incluse) de l'accord-cadre.

Poste 2 : pour l'ensemble des lots, le montant maximum des prestations s'exécutant à bon de commande est de 204 600€ HT soit 245 520€ TTC annuel et 818 400€ HT soit 982 080€ TTC sur la durée totale (période ferme et reconduction incluse) de l'accord-cadre.

Les lots ne comportent pas de montant minimum mais comportent un montant maximum pour la partie s'exécutant par bons de commande (poste 2).

Les montants sont répartis comme suit :

LOT	INTITULES	Montants HT estimatifs annuels pour les prestations forfaitaires (poste 1)	Montants HT estimatifs annuels pour les prestations unitaires (poste 2)	Montants HT estimatifs sur la durée totale toutes prestations (poste 1+ 2)	Montants maximum HT annuel pour les prestations unitaires (poste 2)	Montants maximum HT sur la durée totale pour les prestations unitaires (poste 2)
1	Zone IDF	7 000€	30 187,50 €	148 750,00 €	36 225,00 €	144 900,00 €
2	Zone OUEST	7 000€	35 500,00 €	170 000,00 €	42 600,00 €	170 400,00 €
3	Zone EST	7 000€	35 500,00 €	170 000,00 €	42 600,00 €	170 400,00 €
4	Zone SUD-OUEST	7 000€	19 562,50 €	106 250,00 €	23 475,00 €	93 900,00 €
5	Zone SUD	7 000€	35 500,00 €	170 000,00 €	42 600,00 €	170 400,00 €
6	Zone SUD-EST	7 000€	14 250,00 €	85 000,00 €	17 100,00 €	68 400,00 €

ARTICLE 2 – DOCUMENTS CONTRACTUELS CONSTITUTIFS DE L'ACCORD-CADRE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, l'accord-cadre est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement (AE),
2. L'offre financière du titulaire (Pièce financière, annexe 1 de l'acte d'engagement lot °X) une par lot ; En cas de groupement, une décomposition et répartition des prix devra être communiqué au RPA.
3. Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots;
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG FCS) ([arrêté du 30 mars 2021](#)), consultable sur le site www.legifrance.gouv.fr sauf dérogations mentionnées à l'article 18 du présent CCAP ;
5. L'offre technique du titulaire (comprenant ses réponses aux demandes de précisions et régularisations), un par lot (annexe 2 de l'acte d'engagement) ;
6. Les modifications apportées en cours d'exécution selon les dispositions des articles R.2194-1 à 9 du Code de la Commande Publique ;
7. Les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre;
8. Les bons de commande ;

Seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font foi. Le présent marché public est régi par les lois et les règlements en vigueur en France. Il est précisé que tout document ou correspondance relatif au marché doit être rédigé en langue française.

Ainsi, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, celles-ci prévalent dans l'ordre ou elles sont énumérées supra.

Les prescriptions des pièces constitutives annulent tout effet des clauses et conditions soit commerciales, soit techniques que le titulaire aurait inclus dans des devis, notes ou lettres adressées au pouvoir adjudicateur à quelle que date que ce soit.

ARTICLE 3- DEFINITION DES PRESTATIONS

Le titulaire s'engage à réaliser des actions de prévention prévues au CCTP commun à tous les lots et ses annexes.

ARTICLE 4 – MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES (ARTICLES R.2122-7 DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de mettre en application l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique relatif à la passation de marchés négociés.

ARTICLE 5 – DISPOSITIONS RELATIVES A LA SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance totale est interdite, cependant, le candidat est autorisé à recourir à la sous-traitance pour l'exécution de certaines parties du marché, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Les modalités relatives à la sous-traitance sont définies aux articles R.2193-3 à 4 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 6- MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXECUTION (ARTICLE L2194-1) : CLAUSE DE REEXAMEN (ARTICLE R.2194-1-1° DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE)

La pouvoir adjudicateur peut, en cours d'exécution, apporter des modifications au présent accord-cadre, conformément à l'article L2194-1 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2194-1-1° du Code de la Commande Publique, le pouvoir adjudicateur prévoit une clause de réexamen dont les modalités sont explicitées ci-après :

6.1. Evolution des prestations non substantielles

Chaque année, au plus tard un (1) mois avant la date anniversaire du présent accord-cadre, une réunion d'échanges entre le titulaire et le pouvoir adjudicateur peut avoir lieu afin de réexaminer les éléments techniques suivants :

- Méthode de travail
- Modification de la fréquence des réunions,
- Ajout de données statistiques (si demandées par les actions de pilotage),
- Ajout de réunion complémentaire

Ces modifications sont contractualisées par le biais d'un avenant. Ces modifications ne peuvent avoir pour effet de modifier l'objet du contrat ou de bouleverser substantiellement l'équilibre économique du présent accord-cadre.

Conformément à l'article R.2194-1 du Code de la Commande Publique, les modifications spécifiques suivantes pourront être apportées :

- Changement ou ajout d'un point de livraison ne modifiant pas le périmètre géographique de réalisation de la prestation
- Modification d'un indice si aucun indice n'est publié pendant 6 mois, la substitution de l'indice si l'INSEE propose un nouvel indice ;

Dans ce cas, un ordre de service est émis par le pouvoir adjudicateur afin d'acter cette modification et/ou suppression.

6.2. Ajout ou modifications de références au bordereau des prix unitaires (BPU)

Des lignes référençant des produits dans le BPU pourront être modifiées en cours d'exécution dans les cas suivants :

- Substitution d'une prestation par une autre prestation au même prix
- L'insertion d'un nouveau prix au Bordereau des Prix Unitaires

Dans ces cas, un ordre de service sera émis par le pouvoir adjudicateur afin d'acter cette modification et/ou suppression.

- Ajouts de nouvelles prestations.

Ces modifications seront contractualisées par le biais d'un avenant. Ces modifications ne peuvent avoir pour effet de modifier l'objet du contrat ou de bouleverser substantiellement l'équilibre économique du présent accord-cadre.

7.1 Représentation des parties

7.1.1. Représentation du pouvoir adjudicateur

Conformément à l'article 3.3 du CCAG FCS, dès la notification du marché, le pouvoir adjudicateur désigne son représentant.

7.1.2. Représentant du titulaire

Conformément à l'article 3.3 du CCAG FCS, dès la notification de l'accord-cadre, le titulaire désigne un correspondant pour le représenter auprès de l'administration. Cette personne nommément désignée doit être **joignable en semaine : du lundi au vendredi de 8h à 18h** par l'administration.

Ce correspondant sera le correspondant privilégié pour l'ensemble des obligations du présent accord-cadre.

7.2 Confidentialité et protection des données à caractère personnel

Le titulaire, le cas échéant ses sous-traitants, et le pouvoir adjudicateur, qui a l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toute mesure nécessaire afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution des prestations, **conformément à l'article 5. CCAG FCS.**

7.3 Protection des données à caractère personnel

L'article 5.2 du CCAG FCS relatif à la protection des données à caractère personnel s'applique.

« 5.2.1 Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

5.2.2. En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

5.2.3. Lorsque le titulaire (sous-traitant au sens du RGPD) met en œuvre un traitement de données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur, pour que ce traitement réponde aux exigences de la réglementation, et garantisse en particulier la protection des droits des personnes physiques identifiées ou identifiables qu'il concerne, les documents particuliers du marché précisent notamment :

- la finalité, la description et la durée du traitement dans le strict respect des instructions documentées de l'acheteur ;
- les obligations de l'acheteur (responsable du traitement au sens du RGPD) et celles du titulaire vis-à-vis de ce dernier, en particulier, l'obligation de l'informer de toute difficulté dans l'application de la réglementation, de tout projet de recours à un tiers pour la mise en œuvre du traitement, ou encore de toute demande de communication de données qui lui serait adressée, ainsi que, lorsque celle-ci serait contraire à la réglementation française et européenne, des mesures adoptées pour s'y opposer ;

- les modalités de prise en compte du droit à l'information et des autres droits des personnes concernées, dont l'exercice doit être garanti ;
- les mesures de sécurité mises en œuvre pour garantir l'intégrité, la confidentialité et la disponibilité des données, ainsi que les conditions de notification des violations de données à caractère personnel
- la durée et les modalités de conservation des données et le sort de celles-ci au terme de l'exécution du marché.

Les documents particuliers du marché précisent également les pénalités applicables au titulaire en cas de méconnaissance de la réglementation.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG FCS ».

« 5.3. Mesures de sécurité :

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières sont indiquées par l'acheteur dans les documents particuliers du marché. Le titulaire est tenu de les respecter.

Le titulaire ne peut prétendre, de ce fait, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les deux conditions suivantes soient remplies :

- les informations ne lui ont été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre ;
- il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat.

5.4. Information des sous-traitants (sous-traitant ultérieur » au sens du RGPD) :

Le titulaire informe ses sous-traitants de leur soumission aux obligations énoncées au présent article

5. 5. Il reste responsable du respect de celles-ci ».

7.4 Sécurité et prévention

7.4.1 Généralités

Conformément à l'article R.4513-8 du Code du travail, les sites mettront à disposition des salariés du titulaire, à titre précaire et gratuit sans occupation privative et sans pouvoir y établir d'autres installations fixes ni modifier celles existantes, un local salubre permettant:

- l'entreposage des appareils et des consommables (toute précaution devra être prise pour que les produits ne laissent aucune trace sur le sol. Le stockage en vrac des produits pulvérulents est interdit)
- le nettoyage, la désinfection et l'entretien des appareillages utilisés;
- le changement de leurs effets personnels et la sécurité de ceux-ci.

Un état des lieux et un inventaire contradictoire entre les parties seront établis préalablement à la prise en charge de ces locaux.

Si au cours du marché, ceux-ci cessaient d'être conformes à la législation ou à la réglementation en vigueur, le titulaire devra en aviser le responsable du site bénéficiaire. Un contrôle est effectué tous les ans à compter du début d'exécution des prestations, ainsi qu'en fin du marché ou en cas de résiliation.

En cas de dégradation du fait des salariés du titulaire, toute remise en l'état initial des locaux ainsi que le remplacement des matériels manquants, sont à la charge du titulaire.

Les fournitures d'énergie électrique et d'eau nécessaires à l'exécution proprement dite des prestations sont assurées gratuitement par les bénéficiaires.

Conformément aux articles R.4512-2 à R.4512-5 du Code du travail (décret n°2008-244 du 7 mars 2008), il sera procédé préalablement à l'exécution du marché, à une inspection commune des lieux de travail et des installations du ou des sites. Le coordonnateur local de prévention ou le chargé de

prévention du ou de chaque site communiquera au titulaire les consignes de sécurité applicables (plan de prévention) dans le cadre du présent marché.

Le personnel devra respecter les règles de conduite, les directives et les consignes arrêtées par l'organisme bénéficiaire responsable des lieux pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens (sécurité incendie, non utilisation des téléphones, photocopieurs et autres équipements du site...).

Le titulaire devra doter les personnels d'exécution d'une tenue réglementaire appropriée aux tâches à accomplir et favorisant l'identification visuelle du personnel.

Conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG FCS, la non application par le titulaire des mesures de sécurité prévues par l'instruction précitée, entraînera la résiliation du marché à ses torts, sans préjudice des peines prévues dans les dispositions légales du code pénal relatives aux crimes contre la sûreté de l'état.

7.4.2 Contrôle sécurité

L'accès à une emprise du ministère des armées, des salariés du titulaire et du (ou des) sous-traitant(s) n'est pas de droit, mais celui-ci est subordonné aux résultats d'enquêtes administratives.

Pour ces enquêtes des documents spécifiques sont à fournir pour le contrôle de personne morale du candidat (et ses éventuels sous-traitants) et pour le contrôle de personne physique de la (ou de toutes) personne(s) ayant à intervenir sur le lieu de la prestation (titulaire et sous-traitants).

Dans le cadre du contrôle « personne morale »

Le titulaire informe l'acheteur, dans un délai d'un mois, de toute modification de statut et/ou de fusion, absorption, cession afin que celui-ci initie une nouvelle enquête personne morale.

Chaque sous-traitant déclaré en cours d'exécution du contrat doit faire l'objet d'une enquête d'habilitation « personne morale ».

Des documents types seront à fournir pour le (les) dirigeant(s) des établissements principaux, secondaires.

Il sera également demandé de fournir un extrait d'immatriculation principale au registre du commerce et des sociétés à jour (extrait Kbis).

Dans le cadre du contrôle « personne physique »

Le titulaire veille à informer l'acheteur sur l'évolution/ la modification de l'équipe intervenant sur le lieu de la prestation afin que celui-ci puisse initier une enquête d'habilitation « personne physique ».

Des documents types seront à fournir pour chaque agent du titulaire devant accéder au site.

Points particuliers

Après la notification des renseignements peuvent être demandés par voie électronique à l'adresse courriel : pfc-sud-est.sec-secu-defense.fct@def.gouv.fr

En cas de changement de dirigeant, il est obligatoire d'en informer le RPA.

7.5. Conflit d'intérêts

Le titulaire s'engage à prendre toutes mesures nécessaires avant et pendant toute la durée de l'exécution de l'accord-cadre aux fins d'éviter une situation de conflit d'intérêts telle que définie ci-dessous

Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public conformément à l'article L. 2141-8 du code de la commande publique.

Dans l'hypothèse où une situation de conflit d'intérêts, telle que définie ci-dessus, serait identifiée pendant la réalisation des prestations, le titulaire s'engage à en informer sans délai le pouvoir adjudicateur par écrit et à proposer des solutions pour remédier pleinement à la situation de conflit d'intérêts, étant entendu que ces solutions doivent être expressément approuvées par le pouvoir adjudicateur. A défaut, le marché sera résilié pour non-respect de la réglementation.

7.6. Propriété intellectuelle

Sans objet

7.7 Obligations administratives

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail.

Ces documents doivent être soit accessibles librement sur E-Attestation. Si tel n'est pas le cas, le titulaire communique les documents au pouvoir adjudicateur par mail à l'adresse suivante pfc-sud-est-dap-s2.contact.fct@intradef.gouv.fr.

7.8 Protection de l'environnement, sécurité et santé

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements en vigueur, conformément à l'article 7 du CCAG FCS.

Le titulaire s'engage à respecter les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution de l'accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution de l'accord-cadre, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché/accord-cadre ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire s'engage à exécuter les actions en faveur du développement durable précisées dans son mémoire technique.

7.9 Obligations environnementales

7.9.1. Obligations environnementale liées à l'achat

Prendre en compte l'ensemble des services acquis, selon la nature de l'achat :

- Les économies d'énergie et le développement des énergies renouvelables ;
- Les pratiques environnementales appliquées aux modalités d'exécution des prestations et notamment les politiques de réduction des émissions de gaz à effet de serre et d'amélioration de la qualité de l'air ;
- La sensibilisation des intervenants aux problématiques environnementales liées à l'exécution du marché.

Par ailleurs, le représentant de l'organisme bénéficiaire procède à des contrôles réguliers, afin de s'assurer que le titulaire respecte ses engagements en matière de protection de l'environnement lors de ses déplacements comme proposés dans son offre (mémoire technique) dans le cadre des mesures environnementales.

Depuis de nombreuses années, le ministère des Armées s'est engagé dans un parcours lui permettant de faire progresser ses pratiques responsables. Après avoir signé la Charte « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » en 2010 puis en 2021, il est labélisé « Relations Fournisseurs et Achats Responsables » (RFAR), adossé à la norme ISO 20400 délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats depuis 2014. Il encourage désormais le développement des bonnes pratiques en matière de RSE. A cet effet, le ministère des Armées invite ses fournisseurs à s'engager dans un parcours français d'achats responsables, en signant la Charte RFAR, et aboutissant, pour les plus engagés et les plus déterminés, à l'obtention du Label RFAR.

Le titulaire pourra informer le ministère des Armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la Charte RFAR ou l'obtention du Label RFAR et/ou toute norme ou tout label équivalent.

La Médiation des entreprises et le Conseil national des achats (CNA) vous accompagnent dans cette démarche.

Pour toute information, consultez le site internet <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises> Contact : labelrfar@finances.gouv.fr.

7.10 Clause d'insertion sociale

7.10.1. Dispositif social du militaire blessé

Un dispositif social est prévu dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise titulaire de l'accord-cadre.

Le titulaire met en œuvre les mesures nécessaires afin d'assurer l'accueil en stage non rémunéré d'un ou plusieurs militaires blessés, identifiés par Défense mobilité, pour une durée allant de plusieurs jours à trois mois. Ce stage ne peut se dérouler que pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Il n'y a pas d'obligation pour le titulaire de former ou de recruter le stagiaire. Néanmoins, à la fin du stage, le titulaire peut proposer une formation ou un recrutement au militaire qu'il a accompagné.

Publics éligibles

Ce dispositif concerne les militaires accompagnés par Défense mobilité touchés par une blessure physique ou psychique.

Modalités de mise en œuvre du dispositif social

A la demande de Défense mobilité, lorsqu'un militaire blessé est intéressé par un des domaines d'activité proposés par le titulaire, le dispositif est mis en œuvre par le titulaire selon l'une ou plusieurs des modalités suivantes :

- une proposition de stage directement par le titulaire ;
- une proposition de stage de l'un des membres du groupement en cas de groupement d'opérateurs économiques ;
- une proposition de stage d'un sous-traitant déclarée dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique de l'acheteur pour le suivi d'exécution du dispositif.

Intervention de Défense mobilité :

Défense mobilité est un service du ministère des Armées en charge de la reconversion. Dans le cadre de l'exécution du présent marché, Défense mobilité a notamment pour missions :

- d'accompagner le titulaire dans l'expression des offres de stage au regard des caractéristiques de l'entreprise ;
- de lui proposer les modalités appropriées de mise en œuvre de cette disposition sociale
- d'identifier et de lui proposer les profils du ou des militaires intéressés par les domaines d'activités proposés par le titulaire ;
- de s'assurer de la bonne exécution du stage conformément à la convention signée ;
- d'informer l'acheteur lors de la signature d'une convention de stage, lui rendre compte de toute difficulté rencontrée et de lui adresser un bilan annuel qualitatif de ces stages. Ce bilan est également transmis au titulaire

Difficultés dans l'exécution du dispositif du militaire blessé

Le titulaire notifie à l'acheteur toute difficulté pour assurer l'accueil d'un militaire blessé en apportant les éléments justificatifs.

En cas de difficultés pour accueillir un militaire blessé, il en informe l'acheteur et Défense mobilité.

En cas de difficultés lors de la réalisation du stage, le titulaire informe son correspondant Défense mobilité dans les plus brefs délais afin qu'ils étudient ensemble les moyens à mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés dans la convention de stage.

Si à l'échéance de l'accord-cadre, Défense mobilité n'a pas pris contact avec le titulaire, ce dernier est libéré de son engagement.

7.11 Réparation des dommages et assurance

Les articles 8 et 9 du CCAG FCS s'appliquent. Le titulaire doit être en mesure de fournir sur demande les attestations d'assurances, garantissant une couverture suffisante et appropriée à l'objet de l'accord-cadre.

7.12 Défaillance du titulaire

En cas de défaillance dans l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur met le titulaire en demeure d'honorer ses engagements. Cette mise en demeure est effectuée par lettre recommandée avec accusé-réception.

En cas de défaillance réitérée, il est fait application des dispositions de **l'article 41 du CCAG FCS**.

7.13 Fermeture de l'entreprise du titulaire pour congés

L'exécution normale du service ne sera pas interrompue pendant la période de fermeture de l'entreprise du titulaire. Si le titulaire décide de la fermeture de son entreprise pour congés, il doit faire assurer les prestations qui lui sont confiées, dans les mêmes conditions que celles prévues au présent marché.

En cas d'arrêt de travail (grève) de son personnel, le titulaire est tenu d'assurer les prestations définies par le présent contrat conformément à son plan de continuité d'activités fourni en annexe de son offre technique.

ARTICLE 8 – PRIX ET REGLEMENT

8.1 Composition des prix

Les prix initiaux du présent accord-cadre sont établis conformément à la pièce financière complétée par le titulaire constituant l'annexe 1 à l'acte d'engagement.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, les frais frappant obligatoirement les prestations et autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations cités aux articles 10.1.3 du CCAG/FCS, ainsi que le coût de l'organisation matérielle de la formation et les frais de déplacement de l'intervenant, les frais d'hébergements et de déplacements de l'équipe dédiée à la prestation dans le cadre de la réalisation du marché.

8.2 Forme des prix

Le présent accord-cadre est traité à prix unitaires et forfaitaires. Les prix indiqués dans la pièce financière (annexe 1 à l'acte d'engagement) sont :

- Définitifs ;
- Révisibles obligatoirement par l'administration conformément aux dispositions du présent CCAP ;
- Exprimés en euros à deux décimales HT et TTC ;
- Réputés établis aux conditions économiques du mois de la date limite de remise de l'offre.

8.3 Révision des prix

La révision de prix s'effectue **annuellement un mois après la date de démarrage de l'accord cadre** (date de réunion de lancement cf. art. 1 du CCAP) selon la formule suivante :

$$P = P0 \times 0,4 + \left(0,6 \times \frac{\text{Syn1}}{\text{Syn0}}\right)$$

P = Prix révisé hors taxe ;

P0 = Prix initial hors taxe, figurant sur le bordereau de prix ;

Indice Syntec1 = correspond à la valeur de l'indice salaire dans le domaine de l'ingénierie Syntec à paraître dans l'usine nouvelle à la date de révision des prix ;

Indice Syntec0 = correspond à la valeur de l'indice salaire dans le domaine de l'ingénierie Syntec à paraître dans l'usine nouvelle à la date de détermination des prix

Les indices figurant au numérateur sont les derniers indices connus, définitifs à la date de révision des prix. Le coefficient obtenu est arrondi au millième supérieur.

Les indices figurant au numérateur sont les derniers indices connus, définitifs à la date de révision des prix. Le coefficient obtenu est arrondi au millième supérieur.

Les valeurs des indices sont à relever sur le site internet de l'INSEE. Si un indice utilisé n'est pas publié pendant 6 mois, une substitution de cet indice pourra être opérée sous forme d'avenant. Dans le cas où l'INSEE propose un indice de remplacement, la substitution se fait par ordre de service.

8.4 Avances

8.4.1 Modalités de versement de l'avance

L'option A visée à l'article 11.1 du CCAG FCS est retenue. Une avance d'un montant égal à de 5 à 30% pour les TPE/PME du montant du bon de commande est accordée dans les conditions prévues aux **articles R.2191-3 à 10 du Code de la Commande Publique** dès lors que le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à deux mois.

Toutefois, le titulaire a la possibilité de renoncer expressément au bénéfice de cette avance sur l'acte d'engagement. Les conditions de paiement de l'avance au sous-traitant éventuel sont définies à l'article 11.1 du CCAG/FCS.

8.4.2 Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65% du montant TTC de l'accord-cadre selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance X (% avance des Prestations – 65) / 15- avance déjà remboursée.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint 80% du montant TTC des prestations du bon de commande.

Le remboursement de l'avance s'effectuera sur chaque demande de paiement, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants ou sous-traitant).

8.5 Acomptes

Sans objet.

ARTICLE 9 – CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 Modalités d'exécution des prestations

Le titulaire convient, dans les huit jours à compter de la date de notification du marché, d'un rendez-vous (réunion de lancement) avec le représentant de l'organisme bénéficiaire (BPMRIE) et le représentant du pouvoir adjudicateur, le cas échéant, pour définir clairement l'exécution pratique des prestations. Conformément à l'article 5 du CCTP, la réunion de lancement doit se tenir dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification.

9.2 Modalités d'exécution des bons de commande

Les prestations Poste 1 de pilotage et suivi des RPS au niveau central sont à prix forfaitaires et s'exécutent dès la réunion de lancement effectuée soit au plus tard 1 mois après la notification de l'accord-cadre et seront réglées sur facture comme précisé dans le présent document.

Les prestations Poste 2 de réalisation d'actions de prévention des RPS au niveau local sont à prix unitaires et forfaitaires et s'exécutent via l'émission d'un bon de commande.

9.2.1 Modalités d'exécution des bons de commande

9.2.1.1. Général

Les prestations du poste 2 sont exécutées par l'émission de bons de commande au fur et à mesure des besoins de l'acheteur dès la notification.

Depuis le 01/06/2023, les bons de commande dématérialisés et non signés remplacent désormais les bons de commande « papier ». En effet, en rénovant sa gestion budgétaire et comptable, l'Etat poursuit sa modernisation et s'engage résolument dans une démarche de dématérialisation de ses documents.

Ainsi, les bons de commande dématérialisés sont validés par une personne dûment habilitée et revêt une valeur juridique légale. Cette procédure ne modifie en rien les relations avec vos interlocuteurs habituels dont les coordonnées figurent dans l'encart 'SERVICE A CONTACTER' du bon de commande.

Les bons de commande précisent :

- * L'identification des parties : pouvoir adjudicateur et titulaire ;
- * La référence de l'accord-cadre ;
- * Le numéro d'engagement juridique (numéro EJ CHORUS) ;
- * La désignation et la référence des fournitures ;
- * Les quantités commandées ;
- * Le prix unitaire et / ou forfaitaire € HT (éventuellement révisé) ;
- * Le taux de la TVA ;
- * Le montant € TTC;
- * L'adresse et les coordonnées du ou des destinataire(s) et du ou des lieux de livraison des fournitures ;
- * L'adresse de facturation ;
- * Les références propres au bon de commande: numéro, date d'émission, signature.

Les bons de commande dématérialisés sont notifiés au titulaire à l'adresse courriel mentionnée dans son acte d'engagement. Ils sont notifiés par l'AIFE BDC-RPA : bdc-rpa.aife@finances.gouv.fr. Le titulaire à la charge de relevé sa messagerie et éventuellement de vérifier dans sa boîte de réception les courriels « SPAM » et/ou « indésirable » provenant de l'adresse supra.

Le titulaire accuse bonne réception des bons de commande par courriel aux adresses en copie de la notification, lequel vaut date de notification et commencement du délai d'exécution. Il revient à l'émetteur de la demande d'achat choral formulaire de s'assurer de la bonne remise du BCD au titulaire.

En l'absence d'accusé de réception dans les 3 jours ouvrés, la date d'envoi + 3 jours valent date de notification.

9.2.1.2. Délai d'exécution des prestations

Conformément à l'article 13 du CCAG/FCS, le délai d'exécution du bon de commande court à compter de sa date de notification.

La date d'expiration du délai d'exécution est la date d'achèvement des prestations précisée dans le bon de commande.

Dès que le délai contractuel est dépassé, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités pour retard comme définies ci-après dans le CCAP.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour du marché et doivent être réalisés jusqu'à leur complète exécution.

9.2.1.3. Prolongation du délai d'exécution

Conformément aux dispositions de l'article 13.3 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut prolonger le délai contractuel :

- Si le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel du fait de la personne publique ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure ;
- **Et à condition** que le titulaire en ait formulé la demande dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle sont apparues les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Aussi, aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel, conformément à l'article 13.3.4 du CCAG/FCS.

Toute demande de prolongation de délai doit être adressée au Pouvoir adjudicateur : pfc-sud-est-dap-s2.contact.fct@intra.def.gouv.fr.

9.2.2. Dérogation au principe d'exclusivité

En cas d'impossibilité du titulaire du présent accord-cadre de réaliser la ou les prestation(s) commandée(s) (délai, technique, quantité) par le pouvoir adjudicateur, celui-ci se réserve la possibilité de faire appel à un autre opérateur économique que le titulaire afin de réaliser cette prestation.

Cette incapacité d'assurer la prestation doit se formaliser de manière alternatives comme précisé ci-après :

- Formulation par le titulaire de manière expresse et écrite au pouvoir adjudicateur de son incapacité à exécuter une ou partie des prestations commandes par bon de commande
- Absence d'exécution des prestations et/ou de réponse du titulaire à la commande, après mise en demeure du pouvoir adjudicateur, conformément au périmètre des prestations définies et aux délais prescrits dans le bon de commande.

En cas de défaillance du titulaire dans l'exécution des prestations, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou parties des prestations prévues au marché, aux frais et risque du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG FCS.

9.3 Lieux d'exécution de la prestation

9.3.1 Adresses du ou des lieux d'exécution

Les lieux d'exécution sont définis à l'annexe 1 du CCTP.

9.3.2 Fermeture du ou des lieux d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont ouverts toute l'année. Néanmoins, aucune intervention ne s'effectue les samedis, dimanches et jours fériés, sauf spécifications particulières ou demande expresse du site concerné.

De plus, dans le cas d'une fermeture d'un lieu d'exécution en cours d'année, quelle que soit la période, le représentant du pouvoir adjudicateur en informera le titulaire au minimum quinze jours avant la fermeture. Aucune prestation ne sera réalisée pendant cette fermeture. Il en est de même en cas de pont ou de week-end prolongé.

9.4 Certificat de bonne exécution

Le pouvoir adjudicateur peut délivrer au titulaire ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « **certificat de bonne exécution du marché** », sur demande du titulaire ou de sa propre autorité.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du pouvoir adjudicateur qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire.

La délivrance d'un tel certificat peut notamment être refusée si :

- La qualité ou la quantité des livrables ou les prestations attendues ne sont pas conformes aux stipulations contractuelles ;
- La relation commerciale s'est révélée difficile ;
- Le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard...
-

ARTICLE 10 – OPERATION DE VERIFICATION ET DECISION APRES VERIFICATION

Les prestations objet du marché sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

10.1 Vérification quantitative

Par dérogation à l'article 28 du CCAG- FCS, les opérations de vérification quantitatives sont effectuées à la livraison, par le représentant de l'établissement bénéficiaire et portent sur la conformité aux quantités fixées dans le bon de commande.

L'exécution des prestations est constatée par la remise des livrables attendus dans le cadre des prestations, attestée par le bénéficiaire.

10.2 Vérification qualitative

Par dérogation à l'article 28 du CCAG/FCS, les opérations de vérification qualitatives sont effectuées par le représentant de l'établissement bénéficiaire et portent sur la conformité des prestations aux stipulations du marché.

Les opérations de vérification sont réalisées dans un délai de quinze jours. Passé ce délai, la décision d'admission des prestations est réputée acquise.

Le point de départ du délai de vérification est la fin des prestations.

10.3 Décision après vérification

10.3.1 Vérification quantitatives

À l'issue des opérations de vérification quantitatives opérées telles que précisées dans l'article 10.1, si les prestations ne sont pas exécutées dans leurs intégralités conformément aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'achever les prestations dans un délai qu'il prescrit.

10.3.2 Vérification qualitatives

À l'issue des opérations de vérification qualitative, l'établissement bénéficiaire prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 10.4 du présent document.

10.4 Admission, ajournement, réfaction et rejet

L'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet se déroule conformément à l'article 30 du CCAG FCS.

10.4.1 Admission

L'établissement bénéficiaire prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. L'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de cette décision, dans un délai de quinze jours à dater de la livraison.

10.4.2 Ajournement

L'ajournement des prestations se déroule, le cas échéant, selon les conditions de l'article 30.2 du CCAG FCS.

10.4.3 Réfaction

Lorsque l'établissement bénéficiaire estime que des prestations, sans être entièrement conforme aux stipulations du marché, peuvent néanmoins être admise en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Il en informe le pouvoir adjudicateur qui l'applique. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

10.4.4 Rejet

Le rejet des prestations se déroule, le cas échéant, selon les conditions de l'article 30.4 du CCAG FCS.

ARTICLE 11 – MODALITES DE REGLEMENT

11.1 Dématérialisation des factures

L'obligation de transmettre des factures dématérialisées, prévue au I de l'article 1^{er} de l'ordonnance du 26 juin 2014, s'applique à tous les titulaires et sous-traitants admis au paiement direct de contrats conclus avec les personnes publiques soumises à l'obligation de réception des factures dématérialisées.

Elle s'applique aux fournisseurs ayant la personnalité juridique, quelle que soit leur nature juridique : personnes morales de droit privé, personnes morales de droit public, personnes physiques ou professions libérales.

11.2 Modalités de facturation

Les paiements sont effectués par virement sur le compte du titulaire, effectué par le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Loire (11, rue Mi-carême – BP502 – 42007 SAINT-ETIENNE), sur le compte du titulaire.

11.2.1 Mentions obligatoires

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- **la description en clair conforme au bordereau de prix (annexes n°1 à l'acte d'engagement)** ; la facture doit mentionner le détail et le montant total par poste, le cas échéant ;
- **le numéro du service exécutant (PFC-SE) : D04666B069** (référence obligatoire pour le traitement de la facture) ;
- **le numéro d'engagement juridique (10 chiffres) CHORUS** communiqué sur le bon de commande. L'absence de cet élément entraînera le rejet de la facture et la suspension du délai global de paiement ;
- les lieux d'exécution ;
- les dates (périodes d'exécution) ;
- la date de facturation.

11.2.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts. Les prix doivent être exprimés en euros à deux décimales H.T et TTC.

11.2.3 Frais particuliers

Néant

11.2.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

11.3 Transmission des factures

Le titulaire transmet ses factures en version dématérialisée via le portail CHORUS-PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

Les factures peuvent être dématérialisées par Echange de Données Informatiques (EDI), déposées sous format .pdf directement sur le portail CHORUS-PRO ou encore par saisie directement sur le portail.


Un kit de communication sur la solution de facturation dématérialisée est disponible sur ce portail.

Ce procédé a pour avantages d'offrir :

- Des gains de frais d'impression, d'acheminement et de stockage ;
- Une réduction du temps de traitement des factures ;
- Des gains environnementaux (réduction de l'empreinte carbone) ;
- Des gains de traçabilité et de sécurité de la facturation (intégration automatique de la facture au système comptable, suivi du traitement de la facture, et garantie de réception des factures).

S'informer sur CHORUS PORTAIL PRO : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr> ;

Le titulaire désirant des renseignements concernant ce mode de transmission peut contacter notre équipe dédiée à l'adresse suivante :

- E-mail  pfc-sud-est-dfin-demat.contact.fct@intradef.gouv.fr ;
- Hotline : 04.37.27.29.88 / 04.37.27.29.78.

Les factures qui parviendraient par une autre voie seront systématiquement renvoyées.

En cas de difficultés, le fournisseur a recours au chatbot « paiement des fournisseurs » dénommé (Claudia) :

En cas de questions ou difficultés rencontrées pour la création d'un compte ou concernant une facture, le fournisseur a la possibilité de recourir à une boîte de dialogue virtuelle dénommée « chatbot Claudia », directement intégrée au portail Chorus pro. Ce chatbot enrichit les fonctionnalités déjà existantes et permet, en plus de l'accompagner dans la création de compte, de répondre aux sollicitations liées au paiement des factures.

Le fournisseur peut également, le cas échéant échanger en ligne avec un agent ou envoyer une demande d'aide au support.

11.4 Délai de paiement

Le délai global de paiement est de **trente (30) jours maximum**. Le délai global de paiement de l'avance débute à compter de la date de notification de l'accord-cadre.

Le délai global de paiement de la facture débute à la réception de celle-ci sur le portail CHORUS-PRO, sous réserve que le service ait été fait (cf. décision d'admission des prestations).

Le défaut de paiement dans le délai prévu par le présent marché fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et le versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, à partir du jour suivant l'expiration dudit délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

« Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. »

L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40 euros (cf. art 9 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013). Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à la personne publique contractante, ou au comptable de l'État au sens de l'article 79 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, aucun intérêt moratoire n'est exigible.

ARTICLE 12 – CESSION OU NANTISSEMENT DE CREANCES

La personne habilitée à fournir les renseignements prévus par la réglementation sur la cession ou le nantissement de créances est l'ordonnateur indiqué au marché (sur l'acte engagement).

ARTICLE 13 – PENALITES - REFACTIONS

Les pénalités, les réfections et l'exécution aux frais et risques du titulaire sont cumulables. Les pénalités sont cumulées pour une application trimestrielle, bien que leur transmission par les bénéficiaires au pouvoir adjudicateur soit à compter de leur survenance.

Pénalités pour retard :

Elles sont appliquées sur les termes contractuels d'exécution fixés conformément au présent document.

Conformément à l'article 14.1 du CCAG FCS, lorsque le terme contractuel, éventuellement modifié par une prolongation de délai, est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de retard, suivant la formule :

$$P = \frac{V \times R}{1000}$$

P = le montant des pénalités ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard. Tout jour entamé est dû.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 200 euros par trimestre.

ARTICLE 14 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu au respect des obligations contractuelles du présent marché. S'il se trouve dans l'impossibilité d'exécuter ses obligations il devra en informer immédiatement le pouvoir adjudicateur, par courriel, avec confirmation écrite par courrier recommandé avec accusé de réception.

Dans cette hypothèse, ou en cas de non réactivité du titulaire, il pourra être fait application de l'article 45 du CCAG FCS. Ainsi, l'acheteur se réserve en outre la possibilité de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire, en cas d'inexécution d'une prestation ne pouvant souffrir d'aucun retard, ou en cas de résiliation pour faute.

ARTICLE 15 – RESILIATION DU MARCHE (ARTICLES 38 A 45 DU CCAG FCS)

Les règles relatives à la résiliation sont celles prévues par le CCAG/FCS et notamment :

15.1 En cas de non-respect des obligations prévues, notamment inexactitude des documents et renseignements mentionnés, refus de production des pièces prévues, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

15.2 En cas de défaillance dans l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur met en demeure le titulaire d'honorer ses engagements dans un délai imparti. Passé ce délai, le marché peut être résilié aux torts du titulaire dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG FCS.

15.3 Le pouvoir adjudicateur peut notamment mettre fin à tout moment à l'exécution du marché pour un motif d'intérêt général (article 42 CCAG FCS) ou pour non-respect des obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement.

15.4 En cas de sauvegarde ou de redressement judiciaire, le marché est résilié, si après mise en demeure de l'administrateur judiciaire, dans les conditions prévues à l'article L. 622-13 du code de commerce, ce dernier indique ne pas reprendre les obligations du titulaire.

ARTICLE 16 - LITIGES

Tout litige ou différend survenant à l'occasion de l'exécution du marché peut être soumis par le titulaire au service acheteur. La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits et préconise le recours à la médiation selon les modalités prévues aux articles L2197-1 et suivants du code de la commande publique

Une réclamation doit être transmise par le titulaire, sous pli recommandé avec accusé de réception, au service acheteur. Ce courrier doit exposer les motifs du désaccord et indiquer, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Le service acheteur est tenu de répondre **dans les 15 jours à cette demande** ou d'émettre une réponse d'attente mentionnant un délai de réponse. **L'absence de réponse dans un délai de 2 mois vaut décision de rejet de la demande.**

Un correspondant « entreprises » interne au service acheteur a été désigné pour traiter ce type de demande : Chef de la **Division Achats Publics- PFC SE**.

À défaut de résolution du litige ou différend par cet interlocuteur, le titulaire peut saisir la mission ministérielle PME : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr.

Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

Tout différend survenant :

- À l'occasion de l'exécution du marché doit faire l'objet d'un courrier recommandé avec accusé de réception adressé à la PFC-SE/Division Achats Publics ;
- À l'occasion de la facturation ou du paiement doit faire l'objet d'un courrier recommandé avec accusé de réception adressé à la PFC-SE/Division Finances.

Les litiges éventuels sont régis par les lois et règlements en vigueur en France. Le tribunal administratif de LYON est seul compétent pour régler les recours et litiges qui pourraient opposer la personne publique française à des titulaires français ou étrangers.

Tableau de contacts :

PME-PMI	Division Achats Publics	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Achats Publics BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.30.05
Service Liquidation Mandatement	Division Finances	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Finances BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.33.68

ARTICLE 17 – REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

En cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire, le titulaire est tenu, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, d'adresser au pouvoir adjudicateur, dans les 15 jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au redressement ou à la liquidation, ainsi qu'une copie de tous les actes afférents aux autorisations de poursuite d'activité du titulaire conformément à l'article L622-13 du code de commerce.

Si le liquidateur judiciaire ne reprend pas les obligations du titulaire, l'accord-cadre sera résilié conformément à l'article 39.2 du CCAG FCS.

Les articles ci-après désignés du présent CCAP dérogent au CCAG FCS :

CCAP	CCAG FCS	Nature des dérogations
II	4 .2	Pièces transmises au titulaire lors de la notification
2	4.1	Ordre de priorité des documents contractuels
10.1	28	Les opérations de vérifications sont effectuées par le service en charge du suivi de l'exécution
10.3.2	30.2	la décision d'ajournement invite le titulaire à présenter à nouveau au pouvoir adjudicateur les prestations mises au point dans un délai qu'elle fixe
13.	14.1.3	le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant est inférieur à 200 euros par trimestre.